

LE PRÉSIDENT. – La parole est à M. Marty.

M. MARTY (*Suisse*). – Monsieur le Président, mesdames, messieurs, mes chers collègues, indiscutablement, le Kosovo constitue un défi formidable pour la Communauté internationale, mais c'est aussi un défi délicat. La communauté internationale doit amèrement constater aujourd'hui qu'il est plus facile de décréter un blocus économique de dix ans envers un pays et une population que de faire la paix ; qu'il est plus facile de bombarder que de reconstruire une société civile. Je rappelle toutefois que ce blocus et ces bombardements ont été contraires au droit international.

Après six ans de gestion internationale, le bilan de la situation au Kosovo est, je crois pouvoir l'affirmer, lamentable. Nous avons toujours un Kosovo qui, de fait, ne fait plus partie de la Serbie, mais qui, du point de vue du droit international, en fait toujours partie. Quoi qu'il en soit, nous avons un Kosovo sans véritable société civile. Normes, standards ou statuts? Plusieurs intervenants se sont déjà prononcés sur cette question. Je pense qu'il est illusoire de parler du statut du Kosovo tant que l'on n'a pas reconstruit une société civile. Je crois, par ailleurs, que nous devons également parler de normes et de standards de la communauté internationale. Pour ce faire, nous avons besoin d'une communauté internationale crédible, qui ait le courage et l'humilité de reconnaître ses fautes.

Par ailleurs, selon moi, on ne peut trouver une solution si l'on n'a pas compris ce qui s'est passé dans cette région, non seulement récemment mais également à travers toute l'histoire. De même, on ne peut punir un peuple pour des fautes commises par certains de ses dirigeants. Il existe une règle fondamentale, confirmée par toute l'histoire: il ne faut jamais humilier un peuple, sinon le résultat risque d'être désastreux.

Par conséquent, il convient de trouver une solution qui soit acceptée par tous les partenaires. L'Europe doit se réveiller et inscrire le Kosovo et les Balkans comme priorité numéro un. Toutes les tragédies de ces derniers siècles ont trouvé leur origine dans cette région du monde. C'est donc là que nous devons à présent tous concentrer nos efforts, pas par de beaux discours mais par des actions. Je pense à une intervention prioritaire du Conseil de l'Europe, avec les moyens nécessaires, mais également à une intervention de l'Union européenne. C'est en rapprochant cette partie du monde de l'Europe des valeurs et de l'Europe économique que nous pourrions plus facilement trouver une solution à la situation. (*Applaudissements*)